Opinion

D.R.

Stéphane Baele
Professeur de sciences politiques à l'UCLouvain

■ Ces forces étendraient la guerre et nous devrions alors prier pour que la Russie, incapable de gagner cette confrontation, ne recoure pas à l'arme nucléaire. Optons plutôt pour la diplomatie du gourdin : "Parle doucement et porte un gros bâton, tu iras loin."

Néanmoins, dans un contexte économique et social de plus en plus difficile, et avec une menace russe réelle demeurant faible pour nous, la militarisation frénétique à 5 % du PIB appelée par certain est irrationnelle. Il s'agit de privilégier les capacités militaires à très haute valeur de dissuasion, et donc, pour la France et le Royaume-Uni, l'armement nucléaire tactique.

Deuxièmement, il convient d'enfin répliquer à la vaste et constante attrition digitale russe, largement impunie, en appliquant une stratégie ambitieuse d'opérations d'information et cyber-agressives en territoire russe, en veillant à établir un "déni plausible" quant à leur source (c'est-à-dire en assurant notre capacité à nier toute implication dans ces opérations, faute de preuves directes).

Troisièmement, le soutien financier et d'expertise à l'Ukraine doit continuer – mais à présent avec contreparties – pour lui permettre de maintenir le statu quo en s'armant ailleurs qu'aux États-Unis et chez nous. Il est dans notre intérêt d'alimenter une situation qui affaiblit la Russie – un rival stratégique agressif et autocratique – tout en décrédibilisant sa capacité militaire.

Enfin quatrièmement, il est temps de fermer toutes les structures financières et légales, encore trop nombreuses, permettant la circulation des oligarques russes et de leurs capitaux et ce, même si Trump a récemment rouvert certaines valves en désintégrant la *Klepto Capture Task Force* américaine.

En somme, loin d'offrir des "*garanties de sécurité*", envoyer des troupes en Ukraine serait au contraire une "garantie d'insécurité". Nos forces de "maintien de la paix" étendraient la guerre – et nous devrions alors prier pour que la Russie, étant incapable de gagner cette confrontation, ne recoure pas à l'atome.

→ *(1) voir les liens et simulations sur lalibre.be*

→ *(2) c'est-à-dire une couverture aérienne de l'Ukraine assurée par Otan pour interdire le ciel du pays aux avions russes.*

OPINION

Trump fait réfléchir sur le rôle des subventions

■ Risquant de perdre un subside à cause de ses positions idéologiques, l'université de Columbia a modifié ses programmes et admissions. Questions sur l'ordre des valeurs.

JC GUILLAUME

Rik Torfs
Professeur de droit canonique, écrivain, recteur honoraire de la KU Leuven

La présidence de Donald Trump fait chanceler bien des prétendues certitudes, prouvant qu'au-delà du fait que nous mourrons tous tôt ou tard, il n'y en a pas.

Prenons ce message. L'université de Columbia, à New York, a modifié en profondeur ses programmes d'études et d'admission. L'administration Trump avait menacé de retirer une subvention de 400 millions de dollars pour faire pression sur l'université afin qu'elle devienne *"moins antisémite"*.

Ce simple message en dit long sur l'époque dans laquelle nous vivons, tant en Amérique qu'en Europe. Tout d'abord, il est frappant de constater la rapidité avec laquelle l'Université de Columbia, l'une des universités les plus cotées des États-Unis, a changé de position. La politique définie par l'université était soudain peu importante lorsqu'elle allait lui coûter beaucoup d'argent. La démarche montre ouvertement l'ordre des valeurs de l'université. L'argent d'abord, puis sa propre vision politique et philosophique. On peut se demander quelle serait la réaction, dans une situation similaire, d'autres personnes et institutions qui solennisent leurs valeurs. Je ne me fais guère d'illusions.

Qui fait entendre sa voix

Un deuxième point intéressant. Beaucoup ont vu dans le retrait des subventions par Trump une limitation de la liberté d'expression. À tort. Personne n'empêche l'université de suivre la voie qu'elle s'est choisie. Aucun de ses administrateurs ne sera emprisonné. Et personne ne se verra confisquer ses biens. Tout ce qui se passera, c'est que les subventions seront supprimées. L'université ne recevra pas l'argent qu'elle n'a pas encore mais sur lequel elle compte. Dès lors, on ne peut pas parler de violation de la liberté d'expression au sens juridique du terme. Après tout, on n'a pas besoin de subventions pour exprimer librement son opinion.

Cela m'amène à un troisième point. Si les subventions ne sont pas nécessaires à la liberté d'expression, elles déterminent largement qui peut faire entendre sa voix dans le débat public. C'est d'ailleurs encore plus vrai en Europe. L'université de Columbia dispose d'un budget annuel de près de 6 milliards de dollars. Les fonds propres de l'université s'élèvent à 14,8 milliards. En ce sens, Columbia est beaucoup moins dépendante des subventions publiques que nos universités. Et à cet égard, Trump est, au moins théoriquement, moins puissant que les gouvernements européens qui, il faut le dire, montrent leur pouvoir moins ouvertement.

Néanmoins, l'histoire de Columbia incite à une réflexion plus approfondie sur l'octroi de subventions, et ce à deux niveaux.

Le premier est le plus évident. Accordons-nous trop de subventions à toutes sortes d'initiatives, d'institutions et d'organisations ? Ne vaudrait-il pas mieux, a fortiori en période de restrictions budgétaires, que le gouvernement se limite à ses tâches essentielles ? Certes, cette réflexion n'est pas particulièrement originale. Elle est souvent avancée, en vain dans la pratique.

Plus rarement, il s'agit des effets des subventions accordées. Ceux qui les obtiennent dominent la scène culturelle. Ou peuvent marquer le débat public de leur empreinte. Certes, même ceux qui ne reçoivent pas d'argent peuvent exprimer librement leurs opinions. Mais il leur manque le mégaphone dont disposent ceux qui obtiennent des subsides.

Dépendance due aux subventions

Cette réflexion me ramène à l'époque où j'étais recteur de la KULeuven. Lorsque le gouvernement flamand, se basant sur toutes sortes de critères préformulés et d'évaluations d'experts, accordait des subventions au secteur culturel, des compagnies de théâtre ou des ensembles musicaux, parfois très réputés, tombaient à l'eau. Certains m'ont contacté en me demandant si je ne pouvais pas faire pression sur le gouvernement. Leur avenir, la mise en œuvre pratique de leur liberté d'expression, dépendaient largement du soutien financier obtenu. C'est peut-être là l'inconvénient de la dépendance à l'égard des subventions. Elles limitent la liberté réelle des bénéficiaires avant même qu'ils ne soient libres d'exprimer leurs opinions.

Supposons qu'un nouveau dirigeant arrive au pouvoir chez nous et qu'il traite les subventions comme le fait actuellement Donald Trump en Amérique. Les conséquences seraient encore plus dévastatrices. Cela explique partiellement l'aversion que notre monde culturel ressent pour Donald Trump. En même temps cette idée peut inciter à ne pas donner à n'importe quel gouvernement, par le biais de subventions trop généreuses, un pouvoir excessif sur le monde de la pensée et de la culture.

Ceux qui ne reçoivent pas de subventions ne peuvent pas les perdre. Et peuvent sans crainte ni arrière-pensée traiter quelqu'un comme Donald Trump de "brute" ou de "tyran" si le cœur leur en dit.